

Pouvoir d'emprunt

montants énormes de la circulation sur les marchés financiers. Cela aura deux résultats. D'abord, l'argent que la libre entreprise aurait pu utiliser pour stimuler l'économie et créer les emplois dont nous avons besoin ne sera plus disponible. Deuxièmement, nous risquons vraiment de voir les taux d'intérêt, qui ont baissé lentement jusqu'ici, se remettre à monter à cause de l'intervention excessive du gouvernement national sur les marchés financiers. Cela retirera de la circulation l'argent qu'on aura pu offrir à des taux d'intérêt plus raisonnables aux petites et moyennes entreprises, qui sont les vrais pivots de l'économie du Canada. Ce sont les propriétaires de ces entreprises qui créent les emplois dont nous avons besoin pour venir à bout du chômage au Canada.

A l'heure actuelle, un nombre record de Canadiens ont demandé une subvention pour se construire une maison, du fait que les taux d'intérêt ont baissé et que les gens ont réévalué la situation et repris confiance dans l'économie. Au lieu de mettre de côté des montants supplémentaires pour aider ces nouveaux propriétaires à construire des maisons et à créer des emplois que fait le gouvernement? Soit dit en passant, c'est l'industrie du bâtiment qui nous fournit le meilleur indice du taux de croissance économique que nous pouvons espérer. A cause de son intransigeance et de son indifférence envers les Canadiens moyens, le gouvernement refuse de consacrer plus d'argent à ce secteur. De fait, pendant un certain temps, le gouvernement a même dit qu'il cesserait d'accorder des subventions avant le délai fixé au départ. La meilleure façon de stimuler l'économie pour sortir le Canada de la récession serait d'aider les nouveaux propriétaires et l'industrie du bâtiment. Ce n'est pas ce que fait le gouvernement.

Dans la région atlantique, dans les Maritimes et dans de nombreuses parties du Québec, la récession sévit encore. Depuis que je suis député, j'ai constaté au moins une chose, c'est que lorsque notre pays sort d'une récession, nous, dans la région atlantique, sommes les derniers à en sentir les effets. En général, il nous faut d'autres stimulants pour rattraper le reste du pays qui commence à profiter de cette prospérité nouvelle au sortir de la récession.

Ce qui est regrettable, en raison de l'indifférence du gouvernement pour notre région, c'est qu'aucun projet d'immobilisations important n'y est mis en œuvre. Le ministre qui représente la Nouvelle-Écosse, le ministre d'État chargé du Commerce international (M. Regan) est venu à Halifax. Au lieu d'essayer de créer une infrastructure industrielle dans cette ville pour stimuler l'implantation de nouvelles industries, que fait-il? Il annonce qu'il va construire un autre immeuble de bureaux pour faire concurrence au secteur privé. S'il faut construire d'autres bureaux à Halifax, le secteur privé peut le faire.

M. MacKay: C'est exact.

M. Coates: Mais que nous dit le ministre? Il nous dit que nous allons construire un nouvel immeuble de bureaux, sur un terrain que le gouvernement fédéral ne possède pas encore. Autrement dit, le gouvernement essaye de prendre au gouvernement provincial un terrain qui pourrait servir à des fins industrielles, pour y construire un immeuble de bureaux qui fera concurrence aux promoteurs du secteur privé qui ne demanderont pas mieux que de construire des nouveaux bureaux, si le besoin s'en fait sentir. Voilà l'indifférence du

gouvernement pour notre région et les problèmes auxquels nous nous heurtons.

• (1610)

Le gouvernement veut emprunter sur le marché et accroître son déficit de plus de 6 et 5 p. 100, limites qu'il impose aux fonctionnaires pendant deux ans sur leurs augmentations de traitement. Les nouvelles prévisions de dépenses pour cette année sont de l'ordre de 11 p. 100 pour un an, ce qui correspond à l'augmentation que le gouvernement demande aux fonctionnaires d'accepter pour deux ans. Les députés de la Chambre des communes ne sont pas en mesure d'accorder à leur personnel de soutien une augmentation, même de 1 p. 100, à cause du projet de loi adopté par le Parlement, en vertu duquel le programme des 6 et 5 p. 100 est entré en vigueur. Certains se demandent pourquoi le moral est bas sur la Colline. L'indifférence du gouvernement à la situation des employés du Parlement en est la meilleure explication.

On entend parler des projets que le gouvernement envisage pour nos régions. En même temps, on diminue les subventions de transport offertes aux hommes d'affaires sur lesquels le gouvernement comptait pour acheminer ses produits vers la région du Centre. Que va faire le gouvernement de cette subvention? Il va la diminuer de 10 p. 100. Il va s'efforcer de la supprimer entièrement et nous replacer dans la même situation qu'après la Première Guerre mondiale, où nous n'étions que le marché captif du centre du Canada.

J'invite les députés de l'Ouest qui songeraient à laisser le gouvernement toucher au tarif du Pas du Nid-de-Corbeau à étudier l'exemple des Maritimes; ils verront alors ce qui se passe lorsqu'on renonce à un patrimoine, comme les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes. Que s'est-il passé? Le gouvernement nous a fait gober une proposition et, juste au bon moment, il nous a fait tomber dans le panneau. Je dis aux députés de l'Ouest que le tarif du Nid-de-Corbeau fait partie du patrimoine des habitants de l'Ouest du Canada. Les Canadiens ont donné des avantages considérables aux chemins de fer de ce pays, ce qui a permis au CP de devenir l'une des multinationales les plus importantes du monde. Je prétends que nous devrions laisser les chemins de fer s'accommoder du tarif du Nid-de-Corbeau jusqu'à la fin des temps. Les Canadiens de l'Ouest ne devraient jamais remettre ce qu'ils ont à des bureaucrates, notamment des députés du gouvernement, qui leur diront une chose aujourd'hui et une autre le lendemain.

Le tarif du Nid-de-Corbeau doit être protégé. Tout député, d'où qu'il vienne, devrait demander aux chemins de fer de trouver un arrangement. Les chemins de fer estiment qu'ils ont à souffrir du tarif du Nid-de-Corbeau, ils devraient concevoir un système pour présenter aux Canadiens des preuves qu'ils ne reçoivent pas la différence entre le tarif du Nid-de-Corbeau et le coût réel. De plus, je prétends que nous devrions payer à partir des recettes générales du Canada, mais que le tarif du Nid-de-Corbeau devrait rester inchangé pour toujours. C'est un arrangement spécial qui a été accordé aux Canadiens de l'Ouest. Il était destiné à les inciter à coloniser l'Ouest, à se lancer dans l'agriculture et à cultiver du blé et d'autres céréales. C'est cela qui fait la grandeur de notre pays aujourd'hui. Je demande aux députés de l'Ouest de résister, et de combattre toute tentative de modifications de ce tarif. S'ils ne le font pas, ils s'exposent au sort que les Maritimes ont subi à cause de la